

(N° 137)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} FÉVRIER 1923.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi que, d'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations a pour but, en ordre principal, d'augmenter le rendement des impôts sur les revenus et, en ordre subsidiaire, d'apporter à la législation sur la matière les modifications suggérées par l'expérience.

Dans un but de codification, le projet reproduit, en outre, quelques dispositions approuvées l'année dernière par la Chambre et dont le Sénat est actuellement saisi ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER.

En principe, la date de l'attribution ou de la mise en paiement des revenus détermine l'exercice d'imputation de la taxe mobilière; cependant, en ce qui concerne les revenus des actions, le § 1^{er} de l'article 21 des lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 3 août 1920 stipule que l'impôt est rattaché aux recettes de l'année de clôture de l'exercice social.

Par exemple, la taxe mobilière afférente à des dividendes résultant d'un bilan clôturé fin décembre 1922, devrait être rattachée aux produits de l'exercice 1922 bien que la mise en paiement de ces revenus aura lieu en 1923, peut-être même en juin ou juillet, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale. Cette pratique, conforme aux errements antérieurs, fausse dans le courant de l'année les comparaisons qui sont faites entre le rendement des impôts et les prévisions budgétaires. La distinction dont il s'agit présentait un intérêt sous le régime fiscal antérieur, parce que les additionnels provinciaux et communaux

(1) *Doc. parl.* Chambre des Représentants, session de 1920-1921, n° 426. — Rapport de M. Pussemier, n° 310 ; Sénat, n° 239.

pouvaient varier d'un exercice à l'autre. Mais, ces additionnels ayant été remplacés par des parts fixes, il n'y a plus aucune raison de maintenir ce système; c'est pourquoi le Gouvernement propose de modifier l'article 21. prérappelé, de manière que, d'une façon générale, l'attribution ou la mise en paiement des revenus détermine l'exercice d'imputation de l'impôt. Il en résultera que les prévisions budgétaires de 1922 pourront ne pas être atteintes quant à la taxe mobilière; mais le Trésor n'en subira aucun préjudice attendu que les recettes de 1923 se trouveront augmentées d'autant.

ART. 2.

Cet article tend à consacrer, d'une manière plus explicite, l'exemption d'impôt déjà prévue en ce qui concerne les intérêts des créances hypothécaires. Aux termes de l'article 22 de la loi du 29 octobre 1919, le propriétaire, l'usufruitier, l'emphytéote ou le superficiaire d'immeubles hypothéqués sont exonérés de la *taxe sur les revenus immobiliers* de ces immeubles, à concurrence de la *taxe mobilière* perçue sur les intérêts des prêts garantis par ces hypothèques.

Bien que cet article, qui a été introduit par voie d'amendement, consacre une exonération en matière de contribution foncière, il a été intercalé dans le chapitre de la taxe mobilière. C'est celle-ci, en effet, qui ne devrait pas être exigée, car la plupart, sinon la généralité des contrats de prêts hypothécaires, stipulent que les impôts actuels ou futurs sont à la charge de l'emprunteur; c'est donc le débiteur hypothécaire, c'est-à-dire le propriétaire des biens grevés, qui en supporte la charge en dernière analyse.

Comme il ne s'agit, en réalité, que d'un seul revenu (car le propriétaire d'un bien hypothéqué ne touche en fait que la différence entre le revenu réel ou présumé de ce bien et l'intérêt du prêt), il convient de n'exiger que la contribution foncière, de manière que les provinces et les communes continuent à recevoir leur part dans cet impôt (on sait qu'elles n'ont aucune part dans la taxe mobilière sur les revenus des créances hypothécaires).

Une exception ne devrait être faite que dans le cas où les intérêts de la créance hypothécaire seraient supérieurs au revenu cadastral des immeubles grevés: en cette éventualité, la taxe mobilière serait due à concurrence de la différence en plus. La disposition proposée modifie dans ce sens l'article 22 de la loi prérappelée.

Il va de soi que les créanciers hypothécaires restent passibles de la *supertaxe* à raison, notamment, des intérêts de leurs créances.

ART. 3.

Le § 1^{er} de cet article s'inspire du projet déjà adopté par la Chambre ⁽¹⁾; il ne fait, d'ailleurs, que confirmer la jurisprudence administrative en vertu de laquelle le salarié bénéficie toujours de la réduction de taxe professionnelle la plus élevée,

(1) *Doc. parl. Sénat*, n° 259.

lorsque la commune de la résidence et celle où il travaille appartiennent à différentes catégories de communes.

En effet, l'instruction du 19 octobre 1920, n° 15, porte : « Les salariés rési-
» dant dans une commune qui appartient à une catégorie supérieure à celle de
» la localité où ils exercent leur profession pourront bénéficier de l'exonération
» applicable à leur résidence, mais les industriels n'auront pas à se préoccuper
» de ce cas spécial ; en d'autres termes, ceux-ci observeront uniquement le
» barème établi pour leur commune ».

Ainsi, un ouvrier habitant Bruxelles et qui travaille à Dilbeek, par exemple, jouira en fait de la réduction prévue pour Bruxelles, tout en subissant la retenue de la taxe d'après le barème établi pour Dilbeek ; l'excédent ainsi payé lui sera restitué ultérieurement ou porté en apurement des autres impôts dont il serait redevable.

On ne pourrait, en effet, sans créer des complications, obliger les chefs d'entreprise à utiliser, pour ces cas exceptionnels, des barèmes spéciaux.

ART. 4.

D'anciennes conventions internationales fixaient à 20 francs, tous additionnels compris, le droit de patente des commis-voyageurs étrangers.

On estime que la taxe professionnelle pourrait être fixée, en ce qui les concerne, à 60 francs, sauf convention contraire. Cette somme représente l'impôt net correspondant approximativement à un revenu professionnel de 6,000 francs.

ART. 5.

Une mesure s'impose pour assurer un meilleur rendement de la taxe professionnelle en ce qui concerne les *avocats*, les *médecins*, les *notaires*, etc.

L'Administration ne peut, en effet, contrôler leurs revenus professionnels comme pour les autres redevables : ainsi, les industriels et les commerçants sont, en vertu du Code de commerce, obligés de tenir des livres qui permettent de constater leurs recettes et leurs dépenses d'ordre professionnel. De même, pour les fonctionnaires, employés, ouvriers, pensionnés, on connaît exactement le montant de leurs revenus. Enfin, pour les exploitants agricoles qui n'ont pas de comptabilité, on parvient, grâce à des barèmes appropriés, à déterminer très approximativement le montant de leurs bénéfices, en tenant compte de la nature et de l'étendue de leurs cultures ainsi que de la région où ils exercent.

Il importe que quelques catégories de redevables privilégiés n'échappent pas au contrôle fiscal.

A cette fin, l'article 5 du projet dispose que les personnes exerçant des professions libérales, charges ou offices ou d'autres occupations lucratives sont tenues, sous peine d'une amende de 500 francs pour toute infraction, de délivrer un reçu de leurs honoraires ou commissions, reçu qui sera extrait d'un carnet à souches dont le modèle sera déterminé par le Ministre des Finances. Celui qui fera un paiement de l'espèce, sans exiger un reçu, sera, solidairement avec l'intéressé, responsable de l'amende.

En cas de doute quant à l'exactitude de sa déclaration, le redevable sera tenu, sous peine de l'amende susindiquée, d'exhiber son carnet à toute réquisition d'un fonctionnaire du grade de contrôleur au moins, sans préjudice à l'application des sanctions prévues pour toute déclaration*fausse, incomplète ou inexacte.

Certes, de nombreux avocats, médecins, notaires, artistes, architectes, etc., ont déclaré exactement leurs revenus, mais l'équité commande de prendre des mesures pour que ceux qui ont méconnu leur devoir fiscal ne jouissent pas d'une situation privilégiée, grâce à leur manque de civisme.

La tenue d'un carnet à souches par les avocats, les notaires, les architectes et les artistes, ne leur occasionnera pas un surcroît de travail appréciable, car le nombre de leurs clients est relativement minime.

D'ailleurs, l'article 44 du décret du 14 décembre 1810, contenant règlement sur l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau, impose aux avocats l'obligation de faire mention de leurs honoraires au bas de leurs consultations, mémoires et autres écritures et de donner un reçu de leurs honoraires pour les plaidoiries.

L'obligation d'avoir un carnet de recettes pourrait être une complication pour les médecins qui reçoivent chaque jour de nombreux malades; mais il leur suffira d'avoir un carnet spécial pour leurs honoraires *fixes* et de délivrer à chaque client un reçu où la somme perçue sera imprimée. Le nom de l'intéressé ne sera pas nécessaire, de sorte que le secret professionnel sera respecté.

ART. 6.

Des appointés, salariés ou pensionnés bénéficient assez fréquemment, indépendamment de leur traitement, salaire, etc., d'autres revenus professionnels qu'ils tirent de l'exercice d'une industrie, d'un commerce ou d'une exploitation agricole.

L'équité commande de faire payer aux intéressés, dans les cas de l'espèce, un impôt correspondant à *l'ensemble* de leurs revenus professionnels, bien que pour certains de ceux-ci la taxe professionnelle soit retenue à la source, tandis qu'elle est perçue au moyen de rôles pour les autres revenus.

Pour éviter toute contestation à ce sujet, l'article 32 est complété dans ce sens,

ART. 7.

La loi de 1913 fixa à 4 p. c. (plus 100 p. c. d'additionnels provinciaux et communaux) soit en tout à 8 p. c. le taux de la taxe sur les *dividendes*, qui était antérieurement d'environ 4 p. c. avec les additionnels.

Toutefois, les intérêts des *obligations* qui, jadis, bénéficiaient de l'exonération, ne furent taxés qu'à raison de 4 % (sans additionnels) mais, sous l'occupation, ce taux fut porté à 6 %.

Dans la loi de 1919, qui assujettit à la taxe mobilière non seulement les dividendes et les intérêts d'obligations, mais aussi les revenus des capitaux investis, des dépôts et créances diverses, des valeurs mobilières étrangères, etc.,

le taux fut fixé uniformément à 10 %, sauf qu'il fut réduit à 2 % pour les intérêts des fonds publics belges et des dépôts à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, ainsi que pour les revenus d'origine étrangère.

Depuis lors, la loi du 16 juillet dernier a permis aux communes de percevoir 50 centimes additionnels à la taxe mobilière sur les revenus des capitaux investis, si bien que ces revenus sont maintenant frappés à concurrence de $10 + 5 = 15\%$ de leur montant.

Au cours de la discussion de la loi précitée, on a fait ressortir qu'il était injuste, alors qu'on réclame 15 % de ses revenus à celui qui fait fructifier ses capitaux dans sa propre industrie, de n'en demander que 10 à celui qui se borne à encaisser des coupons provenant de bénéfices réalisés dans des exploitations anonymes.

La logique autant que l'équité commandent d'ailleurs d'appliquer un taux identique à tous les revenus de la richesse acquise, sous réserve des atténuations que justifient des considérations spéciales ou d'intérêt général (fonds publics, dépôts à la Caisse d'Épargne, etc.).

C'est pourquoi l'article 7 du projet prévoit l'établissement, au profit exclusif de l'État, de cinq décimes additionnels sur le montant de la taxe mobilière autre que celle sur les revenus des capitaux investis.

Ces additionnels produiront environ 55 millions.

Le système d'additionnels au profit de l'État n'est pas nouveau : il a été appliqué pendant longtemps en matière de contribution personnelle, de droit de patente et de redevances sur les mines. Il a l'avantage d'être sans répercussion sur les parts des provinces et des communes, parts qui, sans cela, devraient être réduites proportionnellement.

Par cette modification, la taxe mobilière sur les dividendes, les intérêts d'obligations, etc., sera portée en réalité à 15 % ($10 + 5$); il n'y aura donc aucune exagération à fixer à 4 %, soit au double du taux actuel, la taxe sur les revenus d'origine étrangère.

Du reste, avant 1913, les bénéfices réalisés à l'étranger étaient déjà imposés à raison de 2 % (sans additionnels provinciaux et communaux) ce qui correspondait au quart de la taxe intégrale de 8 %.

Le doublement du taux de la taxe mobilière afférente aux revenus d'origine étrangère ne pourra qu'enrayer la tendance de nos concitoyens à acquérir des valeurs mobilières étrangères qui les exposent souvent à des mécomptes, comme ceux qu'on a éprouvés en Russie, et ailleurs.

Par contre, il semble opportun d'accorder un régime de faveur à certains autres revenus.

Dès le lendemain de l'armistice, le Gouvernement a dû faire appel au crédit public et, afin d'assurer le succès de ses émissions, il a garanti un intérêt *net d'impôt*. Les souscripteurs à ces emprunts ne sont donc pas soumis à la taxe mobilière. Au contraire, les anciens détenteurs de rentes belges, qui ont vu diminuer dans une proportion sensible la valeur de leur capital et qui ne touchent qu'un intérêt de $2\frac{1}{2}$ ou de 3 %, sont atteints par ledit impôt. Celui-ci ne s'élève, il est vrai, qu'à 2 %, mais l'établissement de 50 centimes additionnels aggraverait le préjudice subi par les intéressés.

Pour éviter cette situation, le § 1^{er} de l'article 7 du projet exonère desdits additionnels la taxe mobilière sur les intérêts des fonds publics nationaux; en d'autres termes, ces revenus resteront assujettis à la taxe de 2 % sans plus, ce qui est d'ailleurs le taux maximum pour les titres des dernières émissions.

Cette mesure, qui s'étendra aussi aux emprunts de la Colonie, ainsi qu'à ceux des provinces et des communes, ne pourra qu'être bien accueillie par les nombreux détenteurs d'anciens fonds publics qui se rencontrent particulièrement dans la petite bourgeoisie et dans la classe ouvrière.

Serait aussi exemptée d'additionnels, la taxe mobilière sur les intérêts des dépôts : 1° à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite; 2° à toute autre caisse d'épargne relevant d'un établissement public, si ces dépôts n'excèdent pas 5,000 francs par livret.

La taxe ne serait même pas exigée si lesdits intérêts n'atteignent pas 50 francs par an, ce qui représente un impôt de moins de 1 franc. Déjà, en matière de contribution foncière, les cotes inférieures à 1 franc ne sont pas portées aux rôles (art. 33, in fine, des dites lois coordonnées). Sur 3 1/2 millions de livrets délivrés par la Caisse d'Épargne, plus de 2 millions comportent un intérêt annuel n'atteignant pas 1 franc, 1 1/2 million ne représentent même qu'un intérêt de quelques centimes sur lesquels il serait excessif, sinon impossible, de prélever un impôt de 2 %.

ART. 8.

La loi du 16 juillet 1922 a autorisé les communes à établir 50 centimes additionnels au principal de la taxe professionnelle afférente aux bénéfices industriels, commerciaux ou agricoles réalisés dans le pays et une taxe spéciale sur les traitements, salaires et pensions. Cette aggravation de charges n'atteint pas les revenus réalisés et imposés à l'étranger ou dans la Colonie.

Dans ces conditions, il semble que si l'on veut maintenir une proportion équitable entre le taux de l'impôt atteignant les revenus réalisés en Belgique et celui frappant les bénéfices d'origine étrangère, il faille majorer ce dernier taux. Le Gouvernement propose de le fixer non plus uniformément à 2 %, mais au quart de l'impôt ordinaire. Il est à considérer, en effet, que les dits revenus sont aussi atteints à l'étranger et qu'il s'agit de produits du travail.

ART. 9.

Le texte de l'article 9 a déjà été voté par la Chambre en août 1921.

Actuellement, l'accroissement du minimum d'existence exonéré de la super-taxe est de *un dixième* pour les enfants de *huit ans ou moins*, tandis qu'il est de deux dixièmes pour la femme du redevable et ses enfants de *plus de huit ans*.

Dans le système du projet, l'accroissement sera d'un *cinquième indistinctement pour toutes* les personnes à la charge de l'intéressé; cet accroissement continuera à être augmenté de moitié pour les veufs ou veuves.

Exemples : pour un ménage composé, à Bruxelles du père, de la mère et de trois enfants, dont un de 8 ans ou moins, le minimum de revenu partiellement

exonéré sera, *sous le régime nouveau*, de $3,600 + \frac{1}{5}$, ou 6,480 francs, alors qu'actuellement ce minimum est de $3,600 + \frac{2}{10} + \frac{2}{10} + \frac{2}{10} + \frac{1}{10}$ ou $3,600 + \frac{7}{10} = 6,420$ francs.

Pour apprécier à sa juste valeur l'importance de cette nouvelle exonération, il convient de considérer qu'en ce qui concerne les salariés, le montant du revenu sur lequel la taxe est calculée n'est pas le revenu brut mais le revenu fiscal net, c'est-à-dire le revenu encaissé diminué, par application de l'article 25, § 3, des lois coordonnées, d'un dixième pour charges professionnelles. En fait donc, 6,480 francs correspondent à 7,200 francs et 6,420 francs à 6,800 francs seulement.

ART. 10.

Dans la loi de 1919, le taux de la supertaxe avait été fixé à 1 % pour les premiers 10,000 francs et augmentait graduellement d'un demi pour cent pour toute somme comprise dans une tranche de 5,000 francs, mais il ne pouvait dépasser 10 % pour la partie du revenu excédant 95,000 francs.

La loi de 1920 a modifié cette échelle de tarification; elle a réduit l'impôt à un demi pour cent pour la première tranche de 5,000 francs et l'a augmenté :

- a) D'un demi pour cent pour les trois tranches suivantes;
- b) De trois quarts pour cent pour les huit tranches suivantes;
- c) D'un pour cent pour les autres tranches, sans pouvoir dépasser 30 %.

Cette modification a eu pour effet de diminuer considérablement le nombre d'assujettis à la supertaxe. *C'est ainsi qu'un grand nombre de personnes qui payaient, avant la réforme fiscale, 20, 30, 40 francs et même plus à titre de contribution personnelle, sont actuellement à l'abri de la supertaxe.* Cette situation est contraire aux intentions du législateur, car M. Delacroix a déclaré, au cours des discussions parlementaires, qu'il ne pouvait être question de dégrever les contribuables.

Le Gouvernement estime, dès lors, qu'il conviendrait de remplacer dans le texte de l'article 44, la quotité initiale d'un demi pour cent par celle d'un pour cent et de faire croître ce taux d'un demi pour cent pour les six premières tranches de 5,000 francs et d'un pour cent pour les tranches suivantes, tout en maintenant le maximum de 30 %, taux qui ne s'appliquerait qu'à la portion des revenus supérieure à 160,000 francs.

Toutefois, l'impôt ne pourra être inférieur à 5 ou à 10 francs pour tous ceux qui occupent une maison ou partie de maison dont le revenu cadastral est respectivement supérieur à deux chiffres qui seront fixés par arrêté royal, selon les catégories de communes.

Ce système forfaitaire facilitera beaucoup les opérations de taxation.

Le tableau annexe A contient le nouveau barème. Les augmentations, relativement faibles au début, s'élèvent graduellement et atteignent 1,275 francs pour les revenus de 165,000 francs et plus.

En fait, l'impôt restera modéré pour les petits revenus, vu qu'on doit déduire de la supertaxe, l'impôt correspondant au minimum d'existence et aux charges

de famille. Ainsi, pour un marié ayant deux enfants de plus de 8 ans, et gagnant 8,000 francs dans une commune de la première catégorie, la supertaxe basée sur les neuf dixièmes ou 7,200 francs, ne sera pas de 83 francs comme pourrait le faire croire la lecture du tableau, car on doit en déduire fr. 61.40, correspondant au minimum d'existence de 3,600 francs augmenté de trois cinquièmes à raison des personnes à la charge du contribuable, de sorte que son impôt sera de fr. 21.60, que l'on diminuera en outre de 15 % (3 fois 5 %) ou fr. 3.24, si bien qu'en dernière analyse, il paiera fr. 18.36, soit 23 centimes pour 100 francs de revenus.

La statistique des cotisations à la supertaxe n'étant pas encore formée, on ne peut évaluer le rendement probable de la réforme; on estime cependant qu'il ne sera pas inférieur à 40 millions, soit une moyenne de 100 francs par redevable.

ART. 11.

Aux termes de l'article 45 des lois coordonnées concernant les impôts sur les revenus, la supertaxe est diminuée de 5 % pour chaque membre de la famille à la charge du contribuable.

L'exposé des motifs a fait ressortir que cette disposition a pour but de compenser, par une réduction de l'impôt direct, les charges impropportionnelles qui pèsent sur les familles nombreuses du chef des impôts indirects.

Avant la guerre, les impôts de consommation représentaient environ 30 francs par tête d'habitant. Pour 1921, cette charge a atteint à peine le double, soit 60 francs. Or, une réduction de 5 % sur la supertaxe afférente à des revenus très importants correspond à des sommes dépassant notablement les impôts indirects, dont cette déduction doit, en principe, être la compensation. Ainsi, pour un revenu de 100,000 francs, la réduction de 5 % est de 350 francs environ; pour un revenu de 300,000 francs, elle est de 3,000 francs, et pour un revenu de 500,000 francs, elle atteint 7,000 francs.

Le législateur, afin d'éviter des abus, avait d'abord voté une disposition limitant le bénéfice de la déduction aux portions de revenus n'excédant pas 25,000 francs (art. 45, 2^e alinéa, de la loi du 29 octobre 1919). Mais cet alinéa fut supprimé en 1920. Sans doute, il importe d'encourager les familles nombreuses; on croit cependant que la suppression dont il s'agit a eu pour conséquence de dépasser le but que l'on s'était proposé.

En fait, la disposition actuelle favorise précisément les classes possédantes où les charges de famille ne sont pas de nature à grever outre mesure le budget, étant donnés les revenus élevés dont dispose le ménage. Supposons deux familles composées du père, de la mère et de deux enfants et jouissant d'un revenu global s'élevant respectivement à 500,000 et à 20,000 francs. La première se verra déduire d'une supertaxe de 122,850 francs trois fois 5 %, soit 15 % ou 18,427 francs, tandis que la seconde n'obtiendra qu'une déduction de 15 % sur 250 francs, soit fr. 37.50.

La disproportion est flagrante et ne correspond nullement aux charges, en quelque sorte identiques, qui pèsent sur les deux familles du chef des impôts

indirects; elle fait perdre au Trésor des sommes considérables et crée des inégalités choquantes.

Pour ramener, dans ce domaine, l'équité qui caractérise d'une manière générale la nouvelle législation fiscale, il conviendrait de compléter l'article 45 de la manière suivante : « Toutefois, la déduction ne peut pas dépasser 200 francs par » personne à la charge du contribuable ».

Dans le cas envisagé ci-dessus (contribuable ayant trois personnes à sa charge) ladite déduction correspondra à un revenu imposable d'environ 80,000 francs et à une supertaxe de 4,000 francs.

ART. 12.

Sous le régime du droit de patente, il existait dans chaque commune un collège des répartiteurs qui était chargé d'examiner les déclarations des patentables, de procéder à la classification de ceux-ci et, le cas échéant, d'établir les cotisations d'office.

La législation relative aux impôts sur les revenus, afin de sauvegarder en cette matière le secret des affaires, n'a pas maintenu le dit collège et a donné ses attributions au contrôleur des contributions du ressort.

Cette innovation ne présente pas d'inconvénient dans les petites localités où la situation de chacun est connue et où, à défaut de comptabilité, l'importance des exploitations se révèle par le nombre des ouvriers utilisés, l'étendue de la culture ou d'autres éléments déterminants.

Il n'en est pas de même dans les grandes villes : la diversité et la productivité des industries, des commerces et des professions libérales sont telles que, malgré une longue initiation et des connaissances multiples, le contrôleur des contributions n'est pas à même d'apprécier exactement les situations individuelles.

En matière de bénéfices de guerre et de bénéfices exceptionnels, il existe, au siège de chaque contrôle une commission de taxation composée d'industriels, de commerçants ou d'exploitants agricoles ainsi que d'un docteur en droit et d'un expert-comptable.

Ces commissions, surtout dans les grandes villes, ont rendu des services très appréciables, grâce à la compétence spéciale et au dévouement de leurs membres. Et l'on ne sache pas que certains de ceux-ci auraient manqué à la discrétion qui leur est imposée par l'article 34 de la loi du 3 mars 1919, dont les dispositions sont reproduites à l'article 76 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

Dans ces conditions, on estime qu'il conviendrait, tout au moins dans les communes de plus de 10,000 habitants, de maintenir une commission analogue, qui pourrait être entendue, à titre consultatif, par le contrôleur divisionnaire : celui-ci chercherait surtout à en obtenir des éléments d'appréciation des bénéfices réalisés dans certains commerces spéciaux (diamantaires, agents de change, etc.) ou dans des professions où la tenue d'une comptabilité n'est pas de rigueur.

Ces considérations définissent la portée de l'article 12.

ART. 13.

Le projet de loi déposé par le Gouvernement, en 1919, prévoyait pour les redevables remettant une déclaration fausse ou incomplète, une amende égale au *triple* de l'impôt éludé; cette disposition fut combattue par la section centrale qui proposa le doublement de l'impôt, ainsi que cela était admis en France.

L'examen des déclarations de 1920 atteste l'insuffisance d'une sanction aussi mitigée. Cette insuffisance fut reconnue en France *dès 1919*, et le Gouvernement proposa de quintupler les droits afférents aux revenus non déclarés, le « rehaussement du double étant tout à fait insuffisant pour détourner les contribuables de dissimulations dont la découverte leur paraît peu probable, telles que celles des valeurs mobilières ou des bénéfices des professions libérales ». (Document n° 6191. Chambre des Députés de France. Session de 1919).

D'ailleurs, la loi belge du 4^{er} septembre 1913, qui établit la taxe sur les revenus et profits réels, prévoyait déjà qu'en cas de fraude dans la déclaration, il était dû pour amende, *indépendamment de la taxe*, une somme égale au *triple* de celle-ci (art. 13, § 2), ce qui impliquait le paiement du *quadruple* de l'impôt.

En proposant de porter l'impôt au *triple* en cas de fraude, le Gouvernement reste donc dans des limites modérées.

ART. 14.

Actuellement, la taxe mobilière perçue par retenue sur les revenus imposables est payable dans les quinze jours qui suivent l'expiration du mois pendant lequel les revenus ont été payés. (Art. 59 des lois coordonnées.)

L'article 14 du projet a pour but d'assurer le versement de la taxe précitée, *dans les quinze jours* de l'attribution ou de la mise en paiement des revenus. L'État bénéficiera ainsi de l'intérêt en lieu et place des redevables.

ART. 15.

S'il est indispensable de permettre au contribuable de *réclamer* contre son imposition, cette latitude ne peut cependant dégénérer en abus. Or, c'est ce qui s'est produit dans certaines régions : l'avalanche de réclamations dont un très grand nombre donne lieu à rejet constitue une lourde charge pour le service déjà surmené; les enquêtes auxquelles procèdent les contrôleurs et les inspecteurs paralysent l'activité de ces fonctionnaires en les assujettissant à des déplacements qui leur font perdre un temps précieux pour n'aboutir, dans la généralité des cas, qu'au maintien de l'imposition. Après la décision du Directeur, c'est en appel que beaucoup de redevables, mal conseillés, cherchent la solution du litige.

Dans le but de réduire le nombre des dites réclamations et de les limiter, notamment, aux cas de surtaxe *réelle*, on propose de stipuler qu'en cas de réclamation intempestive, les frais sont à la charge du réclamant. Ces frais seraient fixés à 50 francs lorsque l'instance reste uniquement administrative.

La disposition proposée ne constitue pas une innovation. Aux termes de

l'article 130 du Code de procédure civile toute partie qui succombera sera condamnée aux dépens ; d'autre part, il est de jurisprudence constante qu'en dehors des dépens que l'article 130 précité inflige à celui qui perd son procès, les tribunaux peuvent frapper le plaideur téméraire et le condamner à des dommages-intérêts envers la partie adverse pour couvrir celle-ci des frais et honoraires *n'entrant pas en taxe*, auxquels elle a été obligée pour la défense de ses droits. C'est dans le même esprit qu'est conçu l'article 15 du projet.

ART. 16.

L'article 70 prévoit la constitution de garanties spéciales pour assurer le recouvrement des impôts dus par les redevables belges ayant des sièges d'opérations ou des établissements quelconques à l'étranger ou dans la Colonie, ainsi que par les redevables étrangers ou de la Colonie ayant, en Belgique, un ou plusieurs établissements quelconques.

Aucune sanction n'est inscrite dans la loi à l'égard de ceux des dits redevables qui ne se conformeraient pas aux obligations qui leur sont ainsi imposées.

Pour remédier à cette lacune, on propose de rendre applicable, en l'espèce, l'amende de 50 à 1,000 francs, prévue à l'article 78 pour toute contravention à certaines dispositions de la loi.

En outre, en ce qui concerne les étrangers qui, à défaut de représentants responsables agréés, n'ont pas toujours dans le pays des biens suffisants pour garantir le recouvrement de leurs redevabilités, le Ministre des Finances pourra prononcer la fermeture du ou des établissements exploités en Belgique, et interdire aux intéressés l'exercice de toute profession dans le pays jusqu'au moment où ils se seront mis en règle.

ART. 17.

L'article 74 des lois coordonnées stipule notamment qu'en cas de non paiement de taxes, du chef d'absence de déclaration ou de déclaration fausse, inexacte ou incomplète, l'impôt éludé pourra être réclamé ou rappelé pendant *cinq* années à partir du 1^{er} janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice et ce, sans préjudice à l'application des amendes fiscales.

MM. Max Hallet et consorts ont fait ressortir que ce délai de cinq ans devrait être porté à dix ans pour permettre à l'administration de récupérer les droits éludés.

La Chambre s'est ralliée à cette proposition, mais elle l'a amendée de manière que le délai de cinq ans resterait applicable si le non paiement de l'impôt résulte simplement d'une déclaration inexacte ou incomplète; le délai serait donc de dix ans en cas seulement d'absence de déclaration ou de déclaration fausse, ces termes s'entendant dans le sens de dissimulation intentionnelle d'une somme assujettie à l'impôt. (Rapport de M. Pussemier, p. 10, *Doc.* 510.)

ART. 18.

Le premier alinéa de l'article 86 des lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 3 août 1920 autorise le Gouvernement à faire procéder en 1920 au recensement des baux.

Ce recensement a produit des résultats très appréciables tant pour l'État que pour les provinces et les communes, qui ont une part importante dans la contribution foncière, sans compter qu'elles peuvent établir respectivement 10 et 40 centimes additionnels audit impôt et qu'en outre la moitié du nouveau fonds des communes est répartie au prorata des revenus cadastraux.

L'article 6 des lois précitées permet de reviser chaque année les revenus cadastraux, pour autant qu'ils soient susceptibles d'une augmentation ou d'une diminution d'un dixième au moins par parcelle.

Les agents du cadastre sont documentés en ce qui concerne les baux soumis à la formalité de l'enregistrement, mais il n'en est pas de même quant à ceux pour lesquels la dite formalité n'est pas accomplie, ni quant aux baux verbaux.

Or, depuis 1920, les loyers ont subi une hausse considérable et celle-ci s'accroîtra encore à la suite du projet de loi soumis actuellement à la Législature.

Dans ces conditions et pour parer à toute éventualité, il convient que le Gouvernement puisse faire procéder annuellement ou périodiquement au recensement des baux.

L'article 18 du projet modifie dans ce sens le premier alinéa de l'article 86 prérappelé.

ART. 19.

Cet article autorise le Gouvernement à coordonner les dispositions du projet devenu loi avec celles, déjà coordonnées, des lois du 29 octobre 1919 et du 3 août 1920.

Cette législation a subi des modifications en vertu des lois du 26 juin et des 12, 16 et 19 juillet 1922. Il paraît donc utile d'envisager une nouvelle coordination des textes, de manière à faciliter les recherches et à maintenir l'harmonie de notre charte fiscale.

ART. 20.

Les dispositions du projet sont exécutoires immédiatement.

Toutefois, afin de ne pas établir différemment les cotisations afférentes à un même exercice, l'article 20 dispose que les articles 7 à 15 du projet ne sont applicables qu'aux cotisations des exercices 1923 et suivants, à l'exclusion conséquemment de celles qui seront établies pour des exercices antérieurs.

Les aggravations d'impôts prévues par l'article 7 seront applicables aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du lendemain de la publication de la loi, même si ces revenus sont des dividendes résultant de bilans clôturés en 1922. Aux termes de l'article premier du projet, la taxe mobilière afférente aux dits

revenus sera rattachée à l'exercice 1923; il semble donc rationnel de l'assujettir immédiatement aux cinq décimes additionnels prévus à l'article 7.

L'application de deux taux d'impôt différents pour un même exercice financier serait d'ailleurs une complication et celle-ci serait peu justifiée au point de vue économique : l'équité commande, en effet, de soumettre au même régime, tous les revenus d'actions, d'obligations ou d'autres créances du moment qu'ils seront attribués ou mis en paiement *à compter d'une même date*.

Le Gouvernement aime à croire que les Chambres examineront ces propositions dans une haute pensée de justice et amélioreront ainsi la législation relative aux impôts sur les revenus, qui constituera dans l'avenir un des facteurs les plus importants du relèvement de la Nation.

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

G. THEUNIS.

ANNEXE A.

Nouveau barème pour l'application de la supertaxe.

TRANCHE DE REVENU.	Taux.	MONTANT DE L'IMPÔT		Montant de la supertaxe actuelle (1).	Différence en plus.	POURCENTAGE THÉORIQUE DE L'IMPÔT	
		par tranche.	total (1).			proposé (1).	actuel (1).
1	2	3	4	5	6	7	8
5,000	1	50	50	25 »	25 »	1	0.50
10,000	1.5	75	125	75 »	50 »	1.25	0.75
15,000	2	100	225	150 »	75 »	1.50	1
20,000	2.5	125	350	250 »	100 »	1.75	1.25
25,000	3	150	500	387 50	112 50	2	1.55
30,000	3.5	175	675	562 50	112 50	2.25	1.87
35,000	4	200	875	775 »	100 »	2.50	2.21
40,000	5	250	1,125	1,025 »	100 »	2.81	2.56
45,000	6	300	1,425	1,312 50	112 50	3.16	2.91
50,000	7	350	1,775	1,637 50	137 50	3.55	3.27
55,000	8	400	2,175	2,000 »	175 »	3.95	3.63
60,000	9	450	2,625	2,400 »	225 »	4.37	4
65,000	10	500	3,125	2,850 »	275 »	4.80	4.38
70,000	11	550	3,675	3,350 »	325 »	5.25	4.78
75,000	12	600	4,275	3,900 »	375 »	5.70	5.20
80,000	13	650	4,925	4,500 »	425 »	6.15	5.62
85,000	14	700	5,625	5,150 »	475 »	6.50	6.05
90,000	15	750	6,375	5,850 »	525 »	7.08	6.50
95,000	16	800	7,175	6,600 »	575 »	7.55	6.94
100,000	17	850	8,025	7,400 »	625 »	8.02	7.40
105,000	18	900	8,925	8,250 »	675 »	8.50	7.85
110,000	19	950	9,875	9,150 »	725 »	8.97	8.32
115,000	20	1,000	10,875	10,100 »	775 »	9.45	8.78
120,000	21	1,050	11,925	11,100 »	825 »	9.93	9.25
125,000	22	1,100	13,025	12,150 »	875 »	10.42	9.76
130,000	23	1,150	14,175	13,250 »	925 »	10.90	10.19
135,000	24	1,200	15,375	14,400 »	975 »	11.38	10.66
140,000	25	1,250	16,625	15,600 »	1,025 »	11.87	11.01
145,000	26	1,300	17,925	16,850 »	1,075 »	12.36	11.65
150,000	27	1,350	19,275	18,150 »	1,125 »	12.85	12.10
155,000	28	1,400	20,675	19,500 »	1,175 »	13.33	12.58
160,000	29	1,450	22,125	20,900 »	1,225 »	13.82	13.06
165,000	30	1,500	23,625	22,350 »	1,275 »	14.31	13.54
200,000	30	10,500	34,125	32,850 »	1,275 »	17.06	16.42
350,000	30	45,000	79,125	77,850 »	1,275 »	22.57	22.24
500,000	30	45,000	124,125	122,850 »	1,275 »	24.82	24.57
750,000	30	75,000	199,125	197,850 »	1,275 »	26.55	26.38
1,000,000	30	75,000	274,125	272,850 »	1,275 »	27.41	27.28

(1) Le montant de la taxe indiqué au présent barème doit être diminué :

1° De la supertaxe correspondant à la portion du revenu exonéré en vertu des articles 41 à 43 de la loi;

2° De 5 % pour chaque membre de la famille du contribuable qui est à sa charge (art. 45 de la loi).

En ce qui concerne les employés et les ouvriers, les revenus mentionnés colonne 1 correspondent à leurs rémunérations diminuées d'un dixième pour charges professionnelles (art. 29, § 3 de la loi).

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 FEBRUARI 1923.

Ontwerp van wet tot wijziging van de wetgeving in zake belastingen
op de inkomsten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van wet dat ik, ingevolge 's Konings bevelen, de eer heb aan uwe beraadslagingen te onderwerpen, heeft, hoofdzakelijk, ten doel de opbrengst van de belastingen op de inkomsten te doen toenemen en, ondergeschikter wijze, in de ter zake van kracht zijnde wetgeving de door de ervaring ingegeven wijzigingen te brengen.

Met het doel de wetten te ordenen herhaalt het ontwerp, bovendien, eenige door de Kamer verleden jaar goedgekeurde en thans aan den Senaat onderworpen bepalingen ⁽¹⁾.

ARTIKEL ÉÉN.

In beginsel bepaalt de datum van de toekenning of van de betaalbaarstelling der inkomsten het aanrekeningsdienstjaar van de belasting op roerende zaken; nochtans, wat de inkomsten der acties betreft, bedingt § 1 van artikel 21 der geordende wetten van 29 October 1919 en van 3 Augustus 1920 dat de belasting wordt opgenomen onder de ontvangsten van het jaar der afsluiting van het maatschappelijk boekjaar.

Bij voorbeeld, de belasting op roerende zaken, verband houdende met dividenden voortvloeiende uit eene einde December 1922 afgesloten balans, zou onder de opbrengsten van het dienstjaar 1922 moeten opgenomen worden alhoewel de betaalbaarstelling van die inkomsten in 1923 zal plaats grijpen misschien slechts in Juni of Juli, na goedkeuring der rekeningen door de alge-

⁽¹⁾ *Parlementaire bescheiden*, Kamer der Volksvertegenwoordigers, zittingsjaar 1920-1921, n^o 126. Verslag van den heer Pussemier, n^o 510, Senaat, n^o 259.

meene vergadering. Die wijze van handelen welke strookt met de vroegere regeling, vervalscht in den loop des jaars de vergelijkingen welke tusschen de opbrengst der belastingen en de begrootingsvoorzieningen worden gedaan. Bedoeld onderscheid was van belang onder het vorig fiscaal stelsel omdat de provincie- en gemeenteopcentiemen van het eene dienstjaar tot het andere konden verschillen. Vermits die opcentiemen vervangen werden door vaste aandeelen, heeft dit stelsel geen reden van bestaan meer; daarom stelt de Regeering voor hoogergermeld artikel 21 te wijzigen in dier voege dat, op algemeene wijze, de toekenning of de betaalbaarstelling der inkomsten het aanrekeningsdienstjaar der belasting bepaalt. Daaruit zal voortvloeien dat de begrootingsvoorzieningen over 1922 mogelijk niet bereikt zullen worden wat de belasting op roerende zaken betreft; maar de Schatkist zal uit dien hoofde niet benadeeld worden, aangezien de ontvangsten over 1923 in gelijke mate zullen verhoogden.

ART. 2.

Dit artikel beoogt de wat betreft de interesten der hypothecaire schuldvoordringen reeds voorziene vrijstelling van belasting duidelijker te bevestigen. Luidens artikel 22 der wet van 29 October 1919 zijn de eigenaar, de vruchtgebruiker, de erfpachter of de opstalhouder van met hypotheek bezwaarde onroerende goederen *van de belasting op de onroerende inkomsten* dier goederen vrijgesteld, ten bedrage van de *belasting op roerende zaken* geheven van de interesten der door die hypotheeken gewaarborgde leeningen.

Alhoewel dit artikel, dat bij wege van amendement werd opgenomen, eene vrijstelling in zake grondbelasting vestigt, werd het in het hoofdstuk der belasting op roerende zaken ingelascht. Het is, inderdaad, deze laatste die niet zou mogen gevorderd worden, want het meerendeel, zooniet al de overeenkomsten in zake hypothecaire leeningen, bedingen dat de huidige of latere belastingen ten laste van den ontleener zijn; het is dus de hypothecaire schuldenaar, het is te zeggen de eigenaar der bezwaarde goederen, die, ten slotte, den last daarvan draagt.

Daar het, in werkelijkheid, slechts één enkel inkomen geldt (want de eigenaar van een met hypotheek bezwaard goed trekt feitelijk slechts het verschil op tusschen het werkelijk of vermoed inkomen van dat goed en den interest der leening), behoort slechts de grondbelasting te worden gevorderd, opdat de provinciën en de gemeenten voort haar aandeel in die belasting zouden ontvangen (men weet dat zij geen aandeel hebben in de belasting op roerende zaken op de inkomsten der hypothecaire schuldvoordringen).

Uitzondering zou slechts moeten gelden ingeval de interesten der hypothecaire schuldvoordringing het kadastraal inkomen der bezwaarde onroerende goederen mochten overtreffen: de belasting op roerende zaken zou alsdan verschuldigd zijn tot beloop van het verschil in meer. De voorgestelde bepaling wijzigt in dien zin artikel 22 der voormelde wet.

Het hoeft geen betoog dat de hypothecaire schuldeischers de *supertaxe* verschuldigd blijven, op grond, namelijk, van de interesten hunner schuldvoordringen.

ART. 3.

§ 1 van dit artikel is ingegeven door het reeds door de Kamer goedgekeurd ontwerp ⁽¹⁾; overigens, bevestigt zij slechts de bestuurlijke rechtspraak krachtens dewelke de loontrekkende steeds het voordeel geniet der hoogste vermindering van bedrijfsbelasting, wanneer de gemeente der verblijfplaats en die waar hij werkt, tot verschillende klassen van gemeenten behoren.

Inderdaad, de onderrichting van 19 October 1920, n° 15, meldt : « De loontrekkenden die verblijven in eene gemeente behorende tot eene hogere klasse dan die der localiteit waar zij hun bedrijf uitoefenen, mogen de op hunne verblijfplaats toepasselijke vrijstelling genieten, maar de nijveraars hoeven aan dit bijzonder geval geen aandacht te schenken; met andere woorden, deze moeten enkel den voor hunne gemeente opgemaakte rooster in acht nemen ».

Aldus zal een werkmans die te Brussel woont en die, bij voorbeeld, te Dilbeek werkt, feitelijk de voor Brussel voorziene vermindering genieten, alhoewel hij de afhouding der belasting ondergaat volgens den voor Dilbeek opgemaakte rooster; de aldus te veel betaalde som zal hem later teruggegeven worden of geboekt ter aanzuivering der andere belastingen welke hij zou verschuldigd zijn.

Men zou, inderdaad, zonder de zaken in te wikkelen, de hoofden van ondernemingen niet kunnen verplichten voor die uitzonderlijke gevallen bijzondere roosters te bezigen.

ART. 4.

Oude internationale verdragen bepaalden op 20 frank, met inbegrip van alle opcentiemen, het patentrecht der vreemde handelsreizigers.

Men is van gevoelen dat de bedrijfsbelasting, wat hen betreft, op 60 frank zou kunnen gesteld worden, behoudens tegenstrijdige overeenkomst. Die som vertegenwoordigt de belasting welke ongeveer overeenstemt met een bedrijfsinkomen van 6,000 frank.

ART. 5.

Een maatregel dringt zich op om eene betere opbrengst van de bedrijfsbelasting te verzekeren wat betreft de *advocaten, geneesheeren, notarissen, enz.*

Het Beheer kan, inderdaad, hunne bedrijfsinkomsten niet nazien zooals die der andere schatplichtigen : aldus zijn de nijveraars en kooplieden krachtens het handelswetboek verplicht boeken te houden die toelaten hunne bedrijfsontvangsten en-uitgaven vast te stellen. Voor de ambtenaars, bedienden, werklieden, gepensioneerden kent men insgelijks het bedrag van hunne inkomsten. Ten slotte, voor de landbouwexploitanten die geen boeken houden, komt men er toe, met aanwending van doelmatige roosters, op nauw benaderende wijze het bedrag

⁽¹⁾ *Parlementaire bescheiden, Senaat, n° 259.*

hunner winsten te bepalen, rekening houdende met den aard en de uitgestrektheid hunner bebouwingen alsmede met de streek waar zij hun bedrijf uitoefenen.

Het behoort dat enkele klassen van bevoorrechte schatplichtigen niet ontsnappen aan het fiscaal toezicht.

Te dien einde bepaalt artikel 5 van het ontwerp dat de personen die vrije beroepen, ambten of posten of andere winstgevende bezigheden uitoefenen, op straf eener boete van 500 frank voor elke overtreding, gehouden zijn een ontvangstbewijs te verstrekken van hun eereloon of hunne commissieloonen, ontvangstbewijs dat zal genomen worden uit een stamboekje waarvan het model door den Minister van Financiën zal vastgesteld worden. Hij die eene dergelijke betaling doen zal, zonder een ontvangstbewijs te vorderen, zal, solidairlijk met den belanghebbende, aansprakelijk voor de boete zijn.

Ingeval van twijfel nopens de nauwkeurigheid zijner aangifte, zal de schatplichtige, op straf van de hoogerangeduide boete, gehouden zijn zijn boekje over te leggen op elke vordering van een ambtenaar hebbende ten minste den rang van toezieners, onverminderd de toepassing der straffen voorzien voor elke valsche, onvolledige of onnauwkeurige aangifte.

Voorzeker, talrijke advocaten, geneesheeren, notarissen, kunstenaars, bouwmeesters, enz. hebben nauwkeurig hunne inkomsten aangegeven, naar billijkheidshalve moeten maatregelen getroffen worden opdat diegenen welke aan hunne fiscale plichten te kort kwamen, zich niet, dank zij hun mangel aan burgerdeugd, in een bevoorrechten toestand zouden bevinden.

Het houden van een stamboekje door de advocaten, notarissen, bouwmeesters en kunstenaars zal voor hen geen aanmerkelijke werkvermeerdering medebrengen, want het aantal hunner cliënten is betrekkelijk klein.

Overigens, artikel 44 van het decreet van 14 December 1810, behelzende verordening op het uitoefenen van het beroep van advocaat en op de tucht der balie, legt aan de advocaten de verplichting op hun eereloon onderaan op hunne raadgevingen, verzoeken en andere schrifturen te vermelden en een ontvangstbewijs te verstrekken van hun eereloon voor de pleidooien.

De verplichting een ontvangstboekje te hebben zou verwickelend kunnen zijn voor de geneesheeren die dagelijks talrijke zieken ontvangen; maar het zal volstaan dat zij een bijzonder boekje hebben voor hun vast-eereloon en dat zij aan ieder cliënt een ontvangstbewijs, waarop de geïnde som zal gedrukt zijn, verstrekken. De naam van den belanghebbende zal niet vereischt zijn, zoodat het beroepsgeheim zal geeerbiedigd worden.

ART. 6.

Bezoldigden, loontrekkenden of gepensioneerden genieten tamelijk dikwerf, behalve hunne jaarwedde, hun loon, enz., andere bedrijfsinkomsten welke zij verwerven door het uitoefenen van eene nijverheid, eenen handel of eene landbouwexploitatie.

Billijkheid vergt, door de belanghebbenden, in soortgelijke gevallen, eene belasting te doen betalen overeenstemmende met het *gezamenlijke* van hunne

bedrijfsinkomsten, alhoewel voor sommige dezer laatsten de bedrijfsbelasting afgehouden wordt bij de bron terwijl zij door middel van kohieren van de andere inkomsten wordt geheven.

Om daaromtrent elke betwisting te voorkomen, wordt artikel 32 in dien zin aangevuld.

ART. 7.

De wet van 1913 bepaalde op 4 t. h. (plus 100 t. h. provincie- en gemeente-opcentiemen) hetzij te zamen op 8 t. h., het percent van de taxe op de *dividenden*, hetwelk vroeger, met de opcentiemen, ongeveer 4 t. h. bereikte.

Evenwel werden de interesten der *obligatiën* die, eertijds, vrijstelling genoten, slechts op grond van 4 t. h. (zonder opcentiemen) belast, maar, tijdens de bezetting, werd dit percent tot 6 verhoogd.

Bij de wet van 1919, die aan de belasting op roerende zaken onderwerpt, niet alleen de dividenden en de interesten van *obligatiën*, maar ook de inkomsten der aangewende kapitalen, der verschillende bewaargevingen en schuldvorderingen, der vreemde roerende waarden, enz., werd het percent gelijkelijk op 10 t. h. bepaald, behalve dat het verminderd werd tot 2 t. h. voor de interesten der Belgische openbare fondsen en der bewaargevingen ter Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, alsmede voor de inkomsten van vreemden oorsprong.

Sedertdien heeft de wet van 16 Juli laatstleden aan de gemeenten toegelaten 50 opcentiemen te heffen op de belasting op roerende zaken in verband met de inkomsten der aangewende kapitalen, zoodat die inkomsten thans tot beloop van $10 + 5 = 15\%$ van hun bedrag worden getroffen.

Tijdens de bespreking der voormelde wet deed men uitschijnen dat het onrechtvaardig is, terwijl men 15 t.h. zijner inkomsten vordert van dengene die zijne kapitalen in eigen nijverheid belegt, slechts 10 t.h. te eischen van hem die zich er toe bepaalt coupons te innen welke voortkomen van in naamlooze exploitaties behaalde winsten.

Logica en billijkheid vergen overigens dat eenzelfde percent toegepast worde op al de inkomsten van den verworven rijkdom, onder voorbehoud van de temperingen gewettigd door bijzondere of met het algemeen belang verband houdende beschouwingen (openbare fondsen, bewaargevingen ter Spaarkas, enz.).

Daarom voorziet artikel 7 van het ontwerp de vestiging, uitsluitend ten bate van den Staat, van *vijf* opcentiemen op het bedrag der belasting op roerende zaken andere dan die op de inkomsten der aangewende kapitalen.

Die opcentiemen zullen ongeveer 55 miljoen opbrengen.

Het stelsel der opcentiemen ten bate van den Staat is niet nieuw : het werd gedurende langen tijd toegepast in zake personeele belasting, patentrecht en mijnrecht. Het biedt het voordeel geen invloed uit te oefenen op de aandelen der provinciën en der gemeenten, aandelen welke, zonder dat, evenredig zouden moeten verminderd worden.

Door die wijziging zal de belasting op roerende zaken op de dividenden, de interesten van *obligatiën*, enz., feitelijk verhoogd worden tot 15 t. h. ($10 + 5$);

het zal dus geenszins overdreven zijn op 4 t. h., hetzij op het dubbel van het huidig percent, de belasting op de inkomsten van vreemden oorsprong te stellen.

Ten andere, vóór 1913, waren de in den vreemde behaalde winsten reeds belast op grond van 2 t. h. (zonder provincie- en gemeentecopcentiemen), hetgeen overeenstemde met één vierde van de volle belasting van 8 t. h.

Het verdubbelen van het percent der belasting op roerende zaken geheven van de inkomsten van vreemden oorsprong, zal de neiging onzer medeburgers om vreemde roerende waarden aan te koopen welke dikwerf aanleiding geven tot teleurstellingen, zooals die welke zich voordeden in Rusland en elders, slechts kunnen stremmen.

Daarentegen blijkt het voegzaam een gunstregime aan zekere andere inkomsten te verleenen.

Daags na den wapenstilstand moest de Regeering reeds een beroep doen op het openbaar crediet en, om het welgelukken harer uitgiften te verzekeren, waarborgde zij een interest *vrij van belasting*. De inteekenaars op die leeningen zijn dus niet aan de belasting op roerende zaken onderworpen. Daarentegen worden de vroegere houders van Belgische renten, die de waarde van hun kapitaal aanmerkelijk zagen slinken en die slechts 2 1/2 of 3 t. h. interest ontvangen, door gemelde belasting getroffen. Deze laatste belooft, weliswaar, slechts 2 t. h., maar het vestigen van 50 opcentiemen zou het door de belanghebbenden geleden verlies doen toenemen.

Om dien toestand te voorkomen stelt § 1 van artikel 7 van het ontwerp de belasting op roerende zaken op de interesten der nationale openbare fondsen vrij van gemelde opcentiemen, met andere woorden, die inkomsten blijven onderworpen aan de belasting van 2 t. h. zonder meer, hetgeen overigens het hoogste bedrag is voor de titels der laatste uitgiften.

Deze maatregel, welke eveneens zou gelden voor de leeningen der kolonie alsmede voor die der provinciën en der gemeenten, kan slechts een gunstig onthaal vinden bij de talrijke bezitters van oude openbare fondsen, die inzonderheid te vinden zijn onder de kleine burgerij en den arbeidersstand.

Zou eveneens vrij zijn van opcentiemen de belasting op roerende zaken op de interesten van de stortingen : 1° in de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas ; 2° in elk andere Spaarkas afhangende van eene openbare inrichting, zoo die bewaargevingen 5.000 frank per boekje niet overschrijden.

De belasting zou zelfs niet gevorderd worden wanneer gemelde interesten niet 50 frank 's jaars bereiken, hetgeen eene belasting van minder dan één frank vertegenwoordigt. Reeds worden, in zake grondbelasting, de aanslagen welke minder dan één frank bedragen, niet in de kohieren opgenomen (artikel 33, *in fine*, der gemelde samengeordende wetten). Op 3 1/2 miljoen door de Spaarkas uitgegeekte boekjes, zijn er meer dan twee miljoen die een jaarlijkschen interest van minder dan één frank behelzen ; 1 1/2 miljoen vertegenwoordigen zelfs maar een interest van enkele centiemen waarvan het overdreven, zoo niet onmogelijk, zou zijn eene belasting van 2 t. h. te heffen.

ART. 8.

De wet van 16 Juli 1922 veroorloofde de gemeenten vijftig opcentiemen te vestigen op de hoofdsom van de bedrijfsbelasting geheven van de in het land behaalde nijverheids-, handels- of landbouwwinsten en eene bijzondere taxe op de wedden, dagloonen en pensioenen. Die lastenverzwaring treft de in den vreemde of in de Kolonie behaalde en belaste inkomsten niet.

Het schijnt, in die voorwaarden, dat, zoo men eene billijke verhouding wil handhaven tusschen het percent der belasting welke de in België verworven inkomsten treft en het percent waarmee de winsten van vreemden oorsprong worden getroffen, dit laatste zou dienen verhoogd te worden. De Regeering stelt voor het niet eenvormig op 2 t. h. te stellen, maar op één vierde der gewone belasting. Inderdaad, er valt aan te merken dat die inkomste nook in den vreemde worden belast en dat het inkomsten van den arbeid geldt.

ART. 9.

De tekst van artikel 9 werd door de Kamer reeds in Augustus 1921 goedgekeurd.

Thans bedraagt de verhooging van het minimum tot levensonderhoud vrijgesteld van de supertaxe, *één tiende* voor de kinderen van *acht jaar of minder*, terwijl ze twee tienden bereikt voor de vrouw van den schatplichtige en zijne kinderen die *meer dan acht jaar oud zijn*.

Onder het stelsel van het ontwerp, zal de verhooging *zonder onderscheid één vijfde bedragen voor al* de personen ten laste van den belanghebbende; die verhooging zal, bij voortduur, met de helft vermeerderd worden voor de weduwnaars of weduwen.

Voorbeeld : Voor een gezin samengesteld, te Brussel, uit den vader, de moeder en drie kinderen, waarvan een van acht jaar of minder, zal het gedeeltelijk vrijgestelde inkomstenminimum, *onder het nieuw stelsel*, $3,600 + \frac{1}{5}$ of 6,480 frank zijn, terwijl thans dat minimum $3,600 + \frac{2}{10} + \frac{2}{10} + \frac{2}{10} + \frac{1}{10}$ of $3,600 + \frac{7}{10} = 6,120$ frank bedraagt.

Om de belangrijkheid van die nieuwe vrijstelling naar waarde te schatten, dient in aanmerking genomen dat wat de loontrekkenden betreft, het bedrag van het inkomen waarop de belasting wordt berekend, niet het ruw inkomen is, maar het zuiver fiscaal inkomen, het is te zeggen het geïnd inkomen, verminderd, bij toepassing van artikel 25, § 3, der geordende wetten, met één tiende voor bedrijfslasten. Feitelijk stemmen 6,480 frank dus overeen met 7,200 frank en 6,120 frank slechts met 6,800 frank.

ART. 10.

Bij de wet van 1919 werd het bedrag van de supertaxe op 1 t. h. bepaald voor de eerste 10,000 frank; het verhoogde trapsgewijze met één half ten honderd voor elke som begrepen in eene reeks van 5,000 frank, maar mocht 10 t. h. niet overschrijden voor het gedeelte van het inkomen dat 95,000 frank overtrof.

De wet van 1920 wijzigde dien aanslagrooster; zij verminderde de belasting tot één half ten honderd voor de eerste reeks van 5,000 frank en verhoogde ze :

- a) Met één half t. h. voor de volgende drie reeksen;
- b) Met drie vierden t. h. voor de volgende acht reeksen;
- c) Met één t. h. voor de overige reeksen, zonder 30 t. h. te mogen overschrijden.

Die wijziging heeft voor gevolg aanzienlijk het aantal te verminderen van degenen die supertaxe verschuldigd zijn. *Aldus worden een groot aantal personen die, vóór de fiscale hervorming, 20, 30, 40 frank en zelfs meer betaalden ten titel van personeele belasting, thans door de supertaxe niet getroffen.* Deze toestand is strijdig met de inzichten van den wetgever, daar M. Delacroix tijdens de parlementaire besprekingen verklaard heeft dat er geen sprake zijn kon van eene verlichting der aan de schatplichtigen opgelegde lasten.

De Regeering is, derhalve, van gevoelen dat, in den tekst van artikel 44, het laagste percent van *één half* ten honderd zou moeten vervangen worden door dat van *één* ten honderd en dat dit bedrag zou moeten klimmen met één half ten honderd voor de eerste 6 reeksen van 5,000 frank en met één ten honderd voor de volgende reeksen, met handhaving van het maximum van 30 %_o bedrag dat slechts op het gedeelte der inkomsten, dat 160,000 frank overschrijdt, van toepassing zou wezen.

Echter zal de belasting niet minder mogen zijn dan 5 of 10 frank voor al degenen die een huis of een gedeelte van een huis in gebruik hebben waarvan het kadastraal inkomen onderscheidenlijk hooger is dan twee cijfers die bij Koninklijk besluit, volgens de klassen van gemeenten, zullen bepaald worden.

Dit forfaitaire stelsel zal de aanslagverrichtingen zeer vergemakkelijken.

De tabel bijlage A houdt aanwijzing van den nieuwen rooster. De aanvankelijk geringe verhoogingen stijgen trapsgewijze en bereiken 1,275 frank voor de inkomsten van 165,000 frank en meer.

Feitelijk zal de belasting gematigd blijven voor de kleine inkomsten, aangezien van de supertaxe de belasting moet afgetrokken worden welke overeenstemt met het minimum tot levensonderhoud en met de gezinslasten. Aldus, voor een gehuwde met twee kinderen van meer dan 8 jaar en winnende 8,000 frank in eene gemeente van de 1^e klasse, zal de supertaxe, gegrond op de negen tienden of 7,200 frank niet, zooals men na 't lezen der tabel zou kunnen meenen, 83 frank bereiken, want men moet daarvan fr. 61.40 aftrekken, overeenstemmende met het minimum tot levensonderhoud van 3,600 frank, vermeerderd met drie vijfden wegens de personen ten laste van den schatplichtige, zoodat zijne belasting fr. 21.60 zal bedragen, welke daarenboven zal verminderd worden met 15 t. h. (3 maal 5 t. h.), of fr. 3.24, zoodat hij, ten slotte, fr. 18.36 zal betalen, hetzij 23 centiem per 100 frank inkomen.

Daar de statistiek der aanslagen in de supertaxe nog niet opgemaakt is, kan men de vermoedelijke opbrengst van de hervorming niet ramen; nochtans is men van gevoelen dat zij niet minder dan 40 millioen zou belooopen, hetzij eene middelsom van 100 frank per schatplichtige.

ART. 11.

Luidens artikel 45 der geordende wetten betreffende de belastingen op de inkomsten, wordt de supertaxe met 5 t. h. verminderd voor elk familielid ten laste van den schatplichtige.

De memorie van toelichting deed uitschijnen dat die bepaling voor doel heeft, door eene vermindering van de rechtstreeksche belasting, de onevenredige lasten te vergoeden welke op de talrijke gezinnen uit hoofde van de onrechtstreeksche belastingen wegen.

Vóór den oorlog vertegenwoordigden de verbruiksbelastingen ongeveer 30 frank per inwoner. Over 1921 bereikte die last te nauwnood het dubbel, hetzij 60 frank. Nu, eene vermindering van 5 t. h. op de supertaxe verband houdende met zeer aanzienlijke inkomsten, stemt overeen met sommen welke aanmerkelijk de onrechtstreeksche belastingen overtreffen, waarvan die aftrekking in beginsel, de vergelding moet zijn. Aldus bedraagt, voor een inkomen van 100,000 frank, de vermindering van 5 t. h. ongeveer 350 frank; voor een inkomen van 300,000 frank is zij 3,000 frank en voor een inkomen van 500,000 frank bereikt zij 7,000 frank.

Om misbruiken te voorkomen had de wetgever aanvankelijk eene bepaling goedgekeurd waarbij het genot der vermindering beperkt bleef tot de gedeelten van inkomsten welke 25,000 frank niet overschrijden (art. 45, 2^e lid, der wet van 29 October 1919). Maar dit lid verviel in 1920. Ongetwijfeld dienen de talrijke gezinnen te worden aangemoedigd; nochtans meent men dat de afschaffing waarvan sprake voor gevolg had het beoogde doel voorbij te streven.

Feitelijk begunstigt de huidige bepaling juist de bezittende standen waar de gezinslasten niet van aard zijn om de begrooting bovenmatig te bezwaren, gezien de groote inkomsten waarover het gezin beschikt. Onderstellen wij twee familiën bestaande uit den vader, de moeder en twee kinderen en beschikkende over een globaal inkomen dat onderscheidenlijk 500,000 en 20,000 frank bereikt. Bij de eerste zal van eene supertaxe van 122,850 frank drie maal 5 t. h. hetzij 15 t. h. of 18,427 frank worden afgetrokken, terwijl de tweede slechts eene vermindering zal bekomen van 15 t. h. op 250 frank hetzij fr. 37.50.

De onevenredigheid is klaarblijkend en stemt geenszins overeen met de schier gelijke lasten die op beide huisgezinnen drukken uit hoofde van de onrechtstreeksche belastingen; zij doet de Schatkist aanzienlijke sommen verliezen en veroorzaakt ergerlijke ongelijkheden.

Om, op dat gebied, de billijkheid, welke over 't algemeen de nieuwe fiscale wetgeving kenmerkt, te herstellen, zou artikel 45 als volgt moeten aangevuld worden : « Echter mag de aftrekking 200 frank niet overschrijden per persoon ten laste van den schatplichtige ».

In het hierboven beschouwde geval (schatplichtige met 3 personen te zijnen laste), zal gemelde aftrekking overeenstemmen met een belastbaar inkomen van ongeveer 80,000 frank en met eene supertaxe van 4,000 frank.

ART. 12.

Onder het stelsel van het patentrecht bestond in iedere gemeente een college van zettters dat als opdracht had de aangiften der patentplichtigen na te zien, tot dezer rangschikking over te gaan en, desgevallende, de aanslagen van ambtswege te vestigen.

De wetgeving betreffende de belastingen op de inkomsten hield, ter vrijwaring van het zakengeheim, dit college niet in stand en verleende zijne bevoegdheden aan den toezieners der belastingen van den kring.

Die verandering brengt geen moeilijkheden mede in kleine localiteiten waar eenieders toestand gekend is en waar, bij gebreke van boekhouding, de belangrijkheid der exploitaties wordt aangetoond door het aantal te werk gestelde arbeiders, de uitgestrektheid der bebouwing of andere bepalende gegevens.

Dit geldt evenwel niet voor de groote steden : nijverheid, handel en vrije beroepen zijn zoo verscheiden en winstgevend dat, ondanks langdurige inwijding en allerlei kennis, de toezieners der belastingen niet bij machte is nauwkeurig de persoonlijke toestanden te beoordeelen.

In zake oorlogswinsten en uitzonderlijke winsten is er bij den zetel van elke toeziening eene aanslagcommissie gevestigd die samengesteld is uit nijveraars, handelaars of landbouwexploitanten, alsmede uit een doctor in de rechten en een deskundige in boekhouden.

Die commissies hebben, inzonderheid in de groote steden, zeer aanmerkelijke diensten bewezen, dank zij de bijzondere bevoegdheid en de toewijding van hunne leden. En men heeft niet vernomen dat sommigen onder hen zouden tekort gebleven zijn aan de geheimhouding die hun opgelegd is bij artikel 34 der wet van 3 Maart 1919, waarvan de bepalingen opgenomen zijn in artikel 76 der geordende wetten betreffende de belastingen op de inkomsten.

In die voorwaarden is men van gevoelen dat, ten minste in de gemeenten met meer dan 10,000 inwoners, eene dergelijke commissie zou moeten in stand gehouden worden ; zij zou voor raadgeving gehoord worden door den afdeelingstoezieners : deze zou vooral trachten bij dezelve gegevens in te winnen tot beoordeeling der winsten behaald in zekere bijzondere takken van handel (diamant-handelaars, wisselagenten, enz.), of door beroepen waar het houden van boeken niet opgelegd is.

Die beschouwingen verduidelijken de beteekenis van artikel 12.

ART. 13.

Het ontwerp van wet, door de Regeering in 1919 ingediend, voorzag voor de schatplichtigen die eene valsche of onvolledige aangifte overleggen, eene boete gelijk aan *driemaal* de ontdoken belasting : die bepaling werd bestreden door de middenafdeeling welke het verdubbelen der belasting voorstelde, zooals in Frankrijk was aangenomen.

Het nazien der aangiften over 1920 bevestigt de ontoereikendheid eener zoo

matige strafbepaling. Die ontoereikendheid werd *reeds in 1919* in Frankrijk bevonden, en de Regeering stelde voor de rechten in verband met de niet aangegeven inkomsten te vervielfvoudigen, de « verhooging tot het dubbel gansch » ontoereikend zijnde om de schatplichtigen te doen afzien van bewimpelingen » waarvan het ontdekken hun weinig waarschijnlijk voorkomt, zooals die van » roerende waarden of van de winsten der vrije beroepen » (Bescheid, n° 6194, Chambre des Députés de France. Zittingsjaar 1919).

Overigens de wet van 1 September 1913, waarbij de taxe op de werkelijke inkomsten en winsten werd gevestigd, voorzag reeds dat, ingeval van bedrog in de aangifte, als boete, *ongerekend de taxe*, eene som verschuldigd was gelijk aan *driemaal* het bedrag daarvan (art. 13, § 2) hetgeen de betaling van de *viervoudige* belasting insloot.

Als zij voorstelt de belasting op het *drievoudige* te brengen ingeval van bedrog, treedt de Regeering dus gematigd op.

Arr. 14.

Thans is de belasting op roerende zaken, geheven bij wijze van voorafnemings van de belastbare inkomsten, te betalen binnen de vijftien dagen na het verstrijken der maand gedurende dewelke de inkomsten betaald werden (art. 59 der geordende wetten).

Artikel 14 van het ontwerp heeft voor doel de storting van voormelde belasting te verzekeren *binnen de vijftien dagen* na de toekenning of de betaalbaarstelling der inkomsten. De staat zal aldus, in stede van de schatplichtigen, den interest opstrijken.

Art. 15.

Zoo het volstrekt noodzakelijk is aan den schatplichtige toe te laten *bezwaar in te dienen* tegen zijn aanslag, mag die bevoegdheid evenwel niet leiden tot misbruiken. Nu, zulks heeft zich in sommige streken voorgedaan : de stortvloed van bezwaarschriften — waarvan een groot aantal afgewezen moeten worden — drukt zwaar op den reeds overlasten dienst; de onderzoeken ingesteld door de toezieners en de opzieners stremmen de werkzaamheid van die ambtenaars door hun talrijke verplaatsingen op te leggen welke hun een kostbaren tijd doen verspillen om, in de meeste gevallen, slechts tot het handhaven van den aanslag te geraken. Na het besluit van den Bestuurder is het in beroep dat tal van schatplichtigen, wien men slechten raad geeft, de slechting van het geschil nastreven.

Om het aantal van gemelde bezwaarschriften te verminderen en ze te beperken, namelijk, tot de gevallen waarin te hooge aanslag zich *werkelijk* voordoet, stelt men voor te bepalen dat, ingeval een bezwaar ontijdig wordt ingediend, de kosten ten laste van den bezwaarindiener blijven. Die kosten zouden gesteld worden op 50 frank wanneer het geding louter bestuurlijk blijft.

De voorgestelde bepaling is geene nieuwigheid. Luidens artikel 130 van het wetboek van burgerlijke rechtsploeging wordt elke in 't ongelijk gestelde partij veroordeeld tot de kosten; anderdeels, geldt het als gevestigde rechtspraak dat,

behalve de kosten die gemeld artikel 130 oplegt aan dengene die in 't ongelijk wordt gesteld, de rechtbanken den roekeloozen pleiter mogen treffen en hem veroordeelen tot schadevergoeding jegens de tegenpartij om dezelve te dekken wat betreft de kosten en eereloonien *welke niet in kosten geleden worden*, en waartoe zij tot de verdediging harer rechten werd genoopt. Artikel 15 van het ontwerp is naar denzelfden geest opgevat.

ART. 16.

Artikel 70 voorziet het verstrekken van bijzondere waarborgen om de inning te verzekeren van de belastingen verschuldigd door de Belgische schatplichtigen die bedrijfszetels of eenigerlei inrichtingen in het buitenland of in de kolonie hebben, alsmede door de vreemde belastingplichtigen en die der kolonie welke in België een of meer hoe ook genaamde inrichtingen hebben.

De wet bepaalt geene straf ten aanzien van diegenen der gemelde schatplichtigen welke de hun aldus opgelegde verplichtingen niet zouden naleven.

Om die leemte aan te vullen stelt men voor ter zake de boete van 50 tot 1,000 frank, bij artikel 78 voorzien voor elke overtreding van sommige bepalingen der wet, toepasselijk te maken.

Daarenboven, wat de vreemdelingen betreft die, bij gebreke van aangenomen aansprakelijke vertegenwoordigers, niet altijd in het rijk genoeg goederen bezitten om de invordering van de door hen verschuldigde sommen te waarborgen, zal de Minister van Financiën de sluiting kunnen uitspreken van het of de in België geëxploiteerde inrichtingen, en aan de belanghebbenden de uitoefening van om 't even welk bedrijf in het rijk kunnen verbieden, tot op het oogenblik waarop zij zich in regel zullen gesteld hebben.

ART. 17.

Artikel 74 der geordende wetten bepaalt namelijk dat bij niet betaling van belastingen, wegens niet gedane of valsche, onnauwkeurige of onvolledige aangifte, de ontdoken belasting mag gevorderd of nagevorderd worden gedurende vijf jaar van af den 1^{en} Januari van het jaar dat zijn naam aan het dienstjaar geeft, en zulks onverminderd de toepassing der fiscale boeten.

MM. Max Hallet en consoorten deden uitschijnen dat dit tijdsbestek van vijf jaar op tien jaar zou moeten gebracht worden om aan het Beheer toe te laten de ontdoken rechten na te vorderen.

De Kamer trad dit voorstel bij, maar amendeerde het aldus dat het tijdsbestek van vijf jaar van toepassing zou blijven wanneer het niet betalen der belasting enkel voortvloeit uit eene onnauwkeurige of onvolledige aangifte; het tijdsbestek zou dus tien jaar zijn slechts ingeval van niet gedane of valsche aangifte, die woorden moettende uitgelegd worden in den zin van opzettelijke bewimpeling eener aan de belasting onderworpen som (verslag van den heer Pussemier, bladz. 10, *Bescheid*, 510).

ART. 18.

Het eerste lid van artikel 86 der geordende wetten van 29 October 1919 en 3 Augustus 1920 machtigt de Regeering om in 1920 te doen overgaan tot het opnemen der pachten.

Die opneming verstrekke eene aanmerkelijke opbrengst zoowel ten bate van den Staat als van de provincies en de gemeenten, die een aanzienlijk aandeel in de grondbelasting hebben, zonder te rekenen dat zij onderscheidenlijk 10 en 40 opcentiemen op gemelde belasting mogen vestigen en dat, daarenboven, de helft van het nieuw fonds der gemeenten evenredig met de kadastrale inkomens wordt omgeslagen.

Artikel 6 der gemelde wetten laat toe ieder jaar de kadastrale inkomens te herzien, in zoover zij met ten minste één tiende per perceel verhoogd of verminderd kunnen worden.

De agenten van het kadaster zijn gedocumenteerd wat betreft de aan de formaliteit der registratie onderworpen pachten, maar dit is niet het geval betreffende die waarvoor gemelde formaliteit niet is vervuld, noch betreffende de mondelinge pachten.

Nu, sedert 1920 verhoogden de huurprijzen aanzienlijk en die verhoging zal nog toenemen ingevolge het thans aan de wetgeving onderworpen wetsontwerp.

In die voorwaarden en om op alle mogelijkheden te zijn voorbereid behoort het dat de Regeering jaarlijks of periodisch kunne doen overgaan tot het opnemen der pachten.

Artikel 18 van het ontwerp wijzigt in dien zin het 1° lid van voormeld artikel 86.

ART. 19.

Dit artikel machtigt de Regeering om de bepalingen van het wet geworden ontwerp te ordenen met die, reeds geordend, der wetten van 29 October 1919 en 3 Augustus 1920.

Die wetgeving werd gewijzigd krachtens de wetten van 26 Juni en van 12, 16 en 19 Juli 1922. Het blijkt dus nuttig eene nieuwe ordening der teksten te voorzien, derwijze de opzoekingen te vergemakkelijken en de harmonie onzer fiscale keure te handhaven.

ART. 20.

De bepalingen van het ontwerp zijn onmiddellijk uitvoerbaar.

Echter, om de aanslagen in verband met een zelfde dienstjaar niet op verschillende wijzen te vestigen, bepaalt artikel 20 dat de artikelen 7 tot 13 van het ontwerp slechts toepasselijk zijn op de aanslagen der dienstjaren 1923 en volgende, met uitsluiting, dienvolgens, dergene die over de vroegere dienstjaren zullen gevestigd worden.

De bij artikel 7 voorziene belastingverhogingen zullen van toepassing zijn op de inkomsten toegekend of betaalbaar gesteld van den dag af die volgt op de

afkondiging der wet, zelfs wanneer die inkomsten dividenden zijn voortvloeiende uit in 1922 afgesloten balansen. Luidens art. 1 van het ontwerp wordt de belasting op roerende zaken, in verband met gemelde inkomsten, op het dienstjaar 1923 aangerekend; het blijkt dus redematig dezelve onmiddellijk te onderwerpen aan de bij artikel 7 voorziene 5 opdeciemen.

De toepassing van twee verschillende belastingpercentages voor eenzelfde financieel dienstjaar ware overigens eene verwikkeling en deze zou van het economisch standpunt uit weinig gewettigd zijn : billijkheid vergt, inderdaad, al de inkomsten van acties, obligaties of andere schuldvorderingen aan hetzelfde stelsel te onderwerpen wanneer zij *te rekenen van eenzelfde datum* toegekend of betaalbaar gesteld worden.

De Regeering meent te mogen hopen dat de Kamers die voorstellen zullen onderzoeken met een kennelijk streven naar rechtvaardigheid en aldus de wetgeving betreffende de belastingen op de inkomsten zullen verbeteren, wetgeving welke, in de toekomst, een der belangrijkste factoren van 's Rijks herstel zal zijn.

De Eerste Minister :
Minister van Financiën,

G. THEUNIS.

BIJLAGE A.

Nieuwe rooster voor de toepassing der supertaxe.

REEKS VAN INKOMSTEN.	Per cent.	BEDRAG DER BELASTING		Bedrag van de huidige supertaxe ⁽¹⁾ .	Verschil in meer.	THEORETISCH PERCENT DER	
		per reeks.	totaal ⁽¹⁾ .			voorgestelde belasting ⁽¹⁾ .	huidige belasting ⁽¹⁾ .
1	2	3	4	5	6	7	8
5,000	1	50	50	25 "	25 "	1	0 50
10,000	1.5	75	125	75 "	50 "	1 25	0.75
15,000	2	100	225	150 "	75 "	1 50	1
20,000	2.5	125	350	250 "	100 "	1 75	1 25
25,000	3	150	500	387 50	112 50	2	1.55
30,000	3.5	175	675	562 50	112 50	2 25	1.87
35,000	4	200	875	775 "	100 "	2 50	2 21
40,000	5	250	1,125	1,025 "	100 "	2 81	2.56
45,000	6	300	1,425	1,312 50	112 50	3 16	2 91
50,000	7	350	1,775	1,637 50	137 50	3 55	3.27
55,000	8	400	2,175	2,000 "	175 "	3 95	3 63
60,000	9	450	2,625	2,400 "	225 "	4 37	4
65,000	10	500	3,125	2,850 "	275 "	4 80	4.38
70,000	11	550	3,675	3,350 "	325 "	5 25	4 78
75,000	12	600	4,275	3,900 "	375 "	5 70	5.20
80,000	13	650	4,925	4,500 "	425 "	6 15	5.62
85,000	14	700	5,625	5,150 "	475 "	6 50	6 05
90,000	15	750	6,375	5,850 "	525 "	7 08	6 50
95,000	16	800	7,175	6,600 "	575 "	7 55	6 94
100,000	17	850	8,025	7,400 "	625 "	8 02	7 40
105,000	18	900	8,925	8,250 "	675 "	8 50	7 85
110,000	19	950	9,875	9,150 "	725 "	8 97	8.32
115,000	20	1,000	10,875	10,100 "	775 "	9 45	8.78
120,000	21	1,050	11,925	11,100 "	825 "	9 93	9 25
125,000	22	1,100	13,025	12,150 "	875 "	10 42	9 76
130,000	23	1,150	14,175	13,250 "	925 "	10 90	10 19
135,000	24	1,200	15,375	14,400 "	975 "	11 38	10 66
140,000	25	1,250	16,625	15,600 "	1,025 "	11 87	11 01
145,000	26	1,300	17,925	16,850 "	1,075 "	12 36	11 65
150,000	27	1,350	19,275	18,150 "	1,125 "	12 85	12 10
155,000	28	1,400	20,675	19,500 "	1,175 "	13 33	12 58
160,000	29	1,450	22,125	20,900 "	1,225 "	13 82	13 06
165,000	30	1,500	23,625	22,350 "	1,275 "	14 31	13 54
200,000	30	10,500	34,125	32,850 "	1,275 "	17 06	16.42
350,000	30	45,000	79,125	77,850 "	1,275 "	22 57	22 24
500,000	30	45,000	124,125	122,850 "	1,275 "	24 82	24 57
750,000	30	75,000	199,125	197,850 "	1,275 "	26 55	26.38
1,000,000	30	75,000	274,125	272,850 "	1,275 "	27 41	27 25

(¹) Het bedrag der door dezen rooster aangeduide taxe moet verminderd worden :

1° Met de supertaxe overeenstemmende met het inkomstengedeelte dat krachtens artikelen 41 tot 43 der wet vrijgesteld is;

2° Met 5 l. h. voor elk lid van het gezin van den schatplichtige dat te zijnen laste is (art. 45 der wet).

Wat de bedienden en de arbeiders betreft stemmen de in kolom 1 vermelde inkomsten overeen met hunne bezoldigingen verminderd met één tiende wegens bedrijfslasten (art. 29, § 3 der wet).

(16)

ANNEXE AU N° 137.

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, et de l'avis de Notre Conseil des Ministres :

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom aux Chambres législatives par Notre Premier Ministre, Ministre des Finances.

Les lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 3 août 1920, établissant des impôts cédulaires sur les revenus et un impôt complémentaire sur le revenu global, sont modifiées et complétées par les dispositions suivantes.

ARTICLE PREMIER.

L'article 21 est modifié comme suit :

La taxe mobilière est subordonnée à l'attribution ou à la mise en paiement des revenus imposables.

BIJLAGE VAN N° 137.

Ontwerp van wet tot wijziging van de wetgeving in zake belastingen op de inkomsten.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, en volgens advies van Onzen Ministerraad,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt zal, in Onzen Naam, door Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, bij de wetgevende Kamers ingediend worden.

De geordende wetten van 29 October 1919 en van 3 Augustus 1920, tot vestiging van cedulaire belastingen op de inkomsten en van eene bijkomende belasting op het globaal inkomen, worden gewijzigd en aangevuld door de volgende bepalingen.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 21 wordt gewijzigd als volgt :

De belasting op roerende zaken is ondergeschikt aan de toekenning of aan de betaalbaarstelling van de belastbare inkomsten.

ART. 2.

L'article 22 est remplacé comme suit :

Les intérêts des créances hypothécaires sur des immeubles sis en Belgique, sont exonérés de la taxe mobilière à concurrence du revenu cadastral de ces immeubles.

ART. 3.

§ 1. Le sixième alinéa de l'article 25 est remplacé comme suit :

Pour la taxe professionnelle, le minimum d'exemption est déterminé en égard à la population de la commune où la profession est exercée si cette population est plus élevée que celle du domicile ou de la résidence de l'intéressé.

ART. 4.

Le § 4 de l'article 27 est complété comme suit :

La taxe professionnelle des commissaires voyageurs étrangers est uniformément fixée à 60-francs, sauf convention contraire.

ART. 5.

L'article 30 est complété par les dispositions suivantes :

Les personnes exerçant des professions libérales, charges ou offices, sont tenues, sous peine d'une amende de 500 francs pour toute infraction, de délivrer un reçu de leurs honoraires, commissions ou autres rémunérations quelconques.

Ce reçu est extrait d'un carnet à

ART. 2.

Artikel 22 wordt vervangen als volgt :

De interesten van de hypothecaire schuldvorderingen op in België gelegen onroerende goederen worden vrijgesteld van de belasting op roerende zaken ten bedrage van het kadastraal inkomen dier onroerende goederen.

ART. 3.

§ 1. Het zesde lid van artikel 25 wordt vervangen als volgt :

Voor de bedrijfsbelasting wordt het vrijgestelde minimum bepaald met inachtneming van de bevolking der gemeente waar het bedrijf wordt uitgeoefend indien die bevolking talrijker is dan die der woon- of der verblijfplaats van den belanghebbende.

ART. 4.

§ 4 van artikel 27 wordt aangevuld als volgt :

De bedrijfsbelasting der vreemde handelsreizigers wordt gelijkelijk gesteld op 60 frank, behoudens tegenstrijdige overeenkomst.

ART. 5.

Artikel 30 wordt aangevuld door de volgende bepalingen :

De personen welke vrije beroepen, ambten of posten uitoefenen zijn gehouden, op straf van eene boete van 500 frank voor elke overtreding, een ontvangstbewijs te verstrekken van hun eereloon, hunne commissieloonen of om 't even welke andere bezoldigingen.

Dit ontvangstbewijs wordt genomen

souches dont le modèle sera déterminé par le Ministre des Finances.

Toute personne qui effectue un paiement de l'espèce, sans exiger le reçu, est responsable de l'amende, solidairement avec l'intéressé.

ART. 6.

L'article 32 est complété par la disposition suivante :

§ 4. En ce qui concerne les redevables bénéficiant à la fois de revenus visés aux n^{os} 1 ou 3 et au n^o 2 de l'article 25 ⁽¹⁾, l'impôt est calculé sur l'ensemble des revenus de l'année antérieure, sous déduction des taxes éventuellement perçues au moment du paiement des revenus.

ART. 7.

§ 1^{er}. Le § 1^{er} de l'article 34 est complété comme suit :

Cette taxe ⁽²⁾ est passible de 50 centimes additionnels au profit exclusif de l'État. Toutefois, ces additionnels ne sont pas applicables à la taxe sur les revenus des capitaux investis.

⁽¹⁾ ART. 25.

N^o 1. — Bénéfices des exploitations industrielles, commerciales et agricoles.

N^o 2. — Traitements, salaires et rémunérations diverses.

N^o 3. — Profits des professions libérales, charges, offices ou toutes autres occupations lucratives.

(2) Il s'agit de la taxe mobilière.

uit een stamboekje waarvan het model door den Minister van Financiën wordt vastgesteld.

Elke persoon die eene dergelijke betaling doet, zonder het ontvangstbewijs te vorderen, is aansprakelijk voor de boete, solidairlijk met den belanghebbende.

ART. 6.

Artikel 32 wordt aangevuld door de volgende bepaling :

§ 4. Wat betreft de schatplichtigen die te gelijk inkomsten bedoeld bij n^{os} 1 of 3 en bij n^o 2 van artikel 25 ⁽¹⁾ genieten, wordt de belasting berekend op het gezamenlijke der inkomsten van het vorig jaar, na aftrekking der belastingen desgevallende geëind op het oogenblik van de betaling der inkomsten.

ART. 7.

§ 1. § 1 van artikel 34 wordt aangevuld als volgt :

Op die belasting ⁽²⁾ worden 50 opcentiemen, uitsluitend ten bate van den Staat, gevestigd. Nochtans zijn die opcentiemen niet van toepassing op de belasting op de inkomsten der aangevende kapitalen.

⁽¹⁾ ART. 25.

N^o 1. — Winsten van de nijverheids-, handels- en landbouwbedrijven.

N^o 2. — Wedden, loonen en verscheidene bezoldigingen.

N^o 3. — Baten van de vrije beroepen, ambten, posten of van elke andere winstgevende betrekking.

(2) Het geldt de belasting op roerende zaken.

§ 2. Le § 2 dudit article 34 est remplacé par la disposition suivante :

§ 2. La taxe ⁽¹⁾ est réduite à 4 % (sans additionnels) :

a) Pour la partie des revenus visés à l'article 15 qui correspond proportionnellement aux bénéfices réalisés et imposés à l'étranger ou dans la colonie ;

b) Pour les revenus désignés à l'article 19 ⁽²⁾.

Elle est réduite à 2 % (sans additionnels) :

a) Pour les revenus visés à l'article 17 ⁽³⁾ ;

b) Pour les revenus des dépôts à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite ;

c) Pour les revenus des dépôts aux autres caisses d'épargne, relevant d'un établissement public, lorsque ces dépôts n'excèdent pas 5,000 francs par livret.

Aucune taxe n'est due si les intérêts visés aux litt. b et c n'atteignent pas 50 francs par livret.

ART. 8.

Par modification au 1° du § 4 de l'article 35, la taxe professionnelle est fixée au quart de l'impôt ordinaire, pour les revenus réalisés et imposés à l'étranger ou dans la colonie.

(1) Il s'agit de la taxe mobilière.

(2) Revenus d'origine étrangère.

(3) Revenus des titres émis par les pouvoirs publics.

§ 2. § 2 van gemeld artikel 34 wordt vervangen door de volgende bepaling :

§ 2. De belasting ⁽¹⁾ wordt tot 4 t. h. (zonder opcentiemen) verminderd :

a) Voor het gedeelte der bij artikel 15 bedoelde inkomsten dat evenredig overeenstemt met de winsten behaald en belast in het buitenland of in de kolonie ;

b) Voor de inkomsten vermeld in artikel 19 ⁽²⁾.

Zij wordt tot 2 t. h. (zonder opcentiemen) verminderd :

a) Voor de inkomsten bedoeld bij artikel 17 ⁽³⁾ ;

b) Voor de inkomsten der sommen gestort in de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas ;

c) Voor de inkomsten der sommen gestort in de andere spaarkassen, afhangende van eene openbare inrichting, wanneer die bewaargevingen niet 5,000 frank per boekje overschrijden.

Geene belasting is verschuldigd wanneer de onder litteras b en c bedoelde interesten niet 50 frank per boekje bereiken.

ART. 8.

Met wijziging in 1° van § 4 van artikel 35, is de bedrijfsbelasting bepaald op één vierde van de gewone belasting, voor de inkomsten in den vreemde of in de kolonie behaald en belast.

(1) Het geldt de belasting op roerende zaken.

(2) Inkomsten van vreemden oorsprong.

(3) Inkomsten der titels uitgegeven door de openbare machten.

ART. 9.

Les deux premiers alinéas de l'article 42 sont remplacés par la disposition suivante :

Pour chaque membre de la famille qui est à la charge du contribuable au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition, le minimum exempté en vertu de l'article 41 est augmenté d'un *cinquième*.

ART. 10.

L'article 44 est modifié et complété comme suit :

La supertaxe est appliquée, pour chaque redevable, par tranche de revenu de 5,000 francs et moins. Le taux en est fixé à un pour cent pour la première tranche; il augmente graduellement :

1^o D'un demi pour cent pour les six tranches suivantes;

2^o D'un pour cent pour les autres tranches, sans pouvoir dépasser 30 % pour la portion des revenus supérieure à 160,000 francs.

Toutefois, l'impôt ne peut être inférieur à 5 francs ou à 10 francs pour tous ceux qui occupent une maison ou partie de maison dont le revenu cadastral dépasse respectivement deux chiffres qui seront fixés par arrêté royal selon les catégories de communes.

ART. 11.

L'alinéa suivant est ajouté à l'article 45 :

Toutefois, la déduction ne peut pas dépasser 200 francs par personne à la charge du contribuable.

ART. 9.

De twee eerste leden van artikel 42 worden vervangen door de volgende bepaling.

Voor elk familielid dat ten laste van den schatplichtige is op 1 Januari van het jaar van den aanslag, wordt het krachtens artikel 41 vrijgestelde minimum verhoogd met één *vijfde*.

ART. 10.

Artikel 44 word gewijzigd en aangevuld als volgt :

De supertaxe wordt toegepast, voor ieder schatplichtige, per reeks van inkomsten van 5,000 frank en minder. Het bedrag er van is vastgesteld op één ten honderd voor de eerste reeks; het verhoogt tragsgewijze :

1^o Met één half ten honderd voor de zes volgende reeksen;

2^o Met één ten honderd voor de overige reeksen, zonder 30 t. h. te mogen overschrijden voor het gedeelte der inkomsten dat 160,000 frank overtreft.

Echter mag de belasting niet minder bedragen dan 5 frank of dan 10 frank voor al degenen die een huis of een gedeelte van een huis gebruiken waarvan het kadastraal inkomen onderscheidenlijk twee cijfers overschrijdt die bij koninklijk besluit volgens de klassen van gemeenten zullen bepaald worden.

ART. 11.

Het volgende lid wordt aan artikel 45 toegevoegd :

Echter mag de aftrekking 200 frank niet overtreffen per persoon ten laste van den schatplichtige.

ART. 12.

L'article 55 est complété comme suit :

Préalablement à l'imposition, le contrôleur peut entendre, dans les communes de plus de 10,000 habitants, une commission de taxation dont la composition et le fonctionnement sont réglés par le Ministre des Finances.

ART. 13.

L'article 57 est modifié comme suit :

En cas d'absence de déclaration ou de déclaration reconnue fausse et pour autant que les revenus dissimulés dépassent le dixième ou dix mille francs, l'impôt est porté au triple sur la portion des revenus dissimulés, sans pouvoir dépasser le montant de ces revenus.

ART. 14.

Par modification au § 1^{er} de l'article 59, la taxe mobilière perçue par retenue sur les revenus imposables est payable dans les quinze jours de l'attribution ou de la mise en paiement de ces revenus.

ART. 15.

L'alinéa suivant est ajouté à l'article 61 :

En cas de réclamation intempestive, les frais sont à la charge du réclamant.

Si l'instance reste uniquement administrative, ces frais sont fixés à 50 francs.

ART. 12.

Artikel 55 wordt aangevuld als volgt :

Vóór den aanslag mag de toezieners in de gemeenten met meer dan 10,000 inwoners, eene commissie van aanslag hooren waarvan de samenstelling en de werkwijze door den Minister van Financiën worden geregeld.

ART. 13.

Artikel 57 wordt gewijzigd als volgt :

Bij gebrek aan aangifte of ingeval de aangifte valsch wordt bevonden en in zoover de bewimpelde inkomsten één tiende of tien duizend frank overtreffen, wordt de belasting verdriedubbeld op het deel der bewimpelde inkomsten, zonder het bedrag van die inkomsten te mogen overschrijden.

ART. 14.

Met wijziging in § 1 van artikel 59 is de belasting op roerende zaken, geheven bij wijze van voorafneming op de belastbare inkomsten, betaalbaar binnen de vijftien dagen na de toekenning of de betaalbaarstelling van die inkomsten.

ART. 15.

Het volgende lid wordt aan artikel 61 toegevoegd :

Wordt een bezwaar ongelegen ingediend, dan zijn de kosten ten laste van dengene die hetzelfde indient.

Indien het geding louter bestuurlijk blijft, zijn die kosten bepaald op vijftig frank.

ART. 16.

Toute contravention à l'article 70 ⁽¹⁾ est punie de l'amende de 50 à 1,000 fr., prévue par l'article 78.

Cette dernière disposition est en outre complétée comme suit :

En ce qui concerne les redevables étrangers (sociétés ou autres) qui négligent de faire agréer un représentant responsable, le Ministre des Finances pourra prononcer la fermeture des établissements exploités en Belgique et interdire aux intéressés l'exercice de toute profession dans le pays jusqu'au moment où ils se seront mis en règle.

La décision de fermeture est exécutée par le Parquet, au plus tard dans les huit jours de sa notification au Procureur du Roi compétent.

ART. 17.

Le premier alinéa de l'article 74 est modifié comme suit :

Au cas de non paiement de taxes du

⁽¹⁾ ART. 70.

§ 1^{er}. Obligation pour les redevables belges (sociétés ou autres) ayant des sièges d'opérations ou des établissements quelconques à l'étranger ou dans la Colonie, de faire agréer par l'Administration des Contributions, une garantie réelle ou une caution personnelle.

§ 2. Obligation pour les redevables étrangers ou de la Colonie (sociétés ou autres) ayant en Belgique un ou plusieurs établissements quelconques, de faire agréer, par l'Administration des Contributions, au moins un représentant responsable établi dans le pays et offrant les garanties nécessaires.

ART. 16.

Elke overtreding van artikel 70 ⁽¹⁾ wordt gestraft met de boete van 50 tot 1000 frank, voorzien bij artikel 78.

Deze laatste bepaling wordt daarenboven aangevuld als volgt :

Wat betreft de vreemde schatplichtigen (vennootschappen of andere) welke nalaten een aansprakelijken vertegenwoordiger te doen aannemen, kan de Minister van Financiën de sluiting uitspreken van de in België geëxploiteerde inrichtingen en aan de belanghebbenden het uitoefenen verbieden van eenigerlei bedrijf in het Rijk tot op het oogenblik dat zij zich zullen in regel gesteld hebben.

Het besluit tot sluiting wordt ten uitvoer gebracht door het Parket, uiterlijk binnen de acht dagen na zijne beteekening aan den bevoegden Procureur des Konings.

ART. 17.

Het eerste lid van artikel 74 wordt gewijzigd als volgt :

Bij niet betaling van belastingen,

⁽¹⁾ ART. 70.

§ 1. Verplichting voor de Belgische belastingplichtigen (vennootschappen of andere) waarvan bedrijfszetels of eenigerlei inrichtingen in het buitenland of in de Kolonie zijn gevestigd, door het Beheer der Belastingen eene zakelijke zekerheid of eene persoonlijke borgstelling te doen aannemen.

§ 2. Verplichting voor de vreemde belastingplichtigen of die der Kolonie (vennootschappen of andere), hebbende in België een of meer hoe ook genaamde inrichtingen, door het Beheer der Belastingen ten minste één aansprakelijken vertegenwoordiger, in het land gevestigd en de noodige waarborgen van gegoedheid aanbiedende, te doen aannemen.

chef d'absence de déclaration ou de déclaration fausse, l'impôt éludé peut être réclamé ou rappelé pendant dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice.

Ce délai est réduit à cinq ans en cas de non paiement de taxes du chef de déclarations inexactes ou incomplètes.

ART. 18.

Le premier alinéa de l'article 86 est remplacé par la disposition suivante :

Le Gouvernement est autorisé à faire procéder annuellement ou périodiquement au recensement des baux.

ART. 19.

Les dispositions des lois relatives aux impôts sur les revenus seront coordonnées par le Gouvernement et publiées au *Moniteur*.

ART. 20.

§ 1^{er}. La présente loi est exécutoire à partir du lendemain de sa publication.

§ 2. Les articles 7 à 15 ne sont applicables qu'aux cotisations des exercices 1923 et suivants.

L'article 7 sera appliqué à la taxe sur les revenus attribués ou mis en paiement à partir de la date indiquée au § 1^{er} même s'ils résultent de bilans clôturés en 1922.

Donné à Bruxelles, le 23 janvier 1923.

wegens niet gedane aangifte of valsche aangifte, kan de ontdoken belasting worden gevorderd of nagevorderd gedurende tien jaar van den 1^{en} Januari af van het jaar dat zijn naam aan het dienstjaar geeft.

Dit tijdsbestek wordt tot vijf jaar verminderd bij niet-betaling van belastingen wegens onnauwkeurige of onvolledige aangiften.

ART. 18.

Het eerste lid van artikel 86 wordt door de volgende bepaling vervangen :

De Regeering is gemachtigd jaarlijks of periodisch te doen overgaan tot de opneming der pachten.

ART. 19.

De bepalingen der wetten betreffende de belastingen op de inkomsten zullen door de Regeering geordend en door den *Moniteur* bekend gemaakt worden.

ART. 20.

§ 1. Deze wet is uitvoerbaar daags na hare afkondiging.

§ 2. De artikelen 7 tot 15 zijn slechts van toepassing op de aanslagen der dienstjaren 1923 en volgende.

Artikel 7 wordt toegepast op de belasting op de inkomsten toegekend of betaalbaar gesteld van den in § 1 aangewezen datum af, zelfs wanneer zij voortvloeien uit in 1922 afgesloten balansen.

Gegeven te Brussel, den 23^e Januari 1923.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.